



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Service Prévention des risques
16, rue Zattara
CS 70248
Cedex 03
13331 Marseille

Marseille, le 10 janvier 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MANRIQUE

403, Avenue Jean Monnet
13170 Les Pennes-Mirabeau

Références : SPR/027-2025
Code AIOT : 0006400602

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/12/2024 dans l'établissement MANRIQUE implanté 403, Avenue Jean Monnet 13170 Les Pennes-Mirabeau. L'inspection a été annoncée le 26/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MANRIQUE
- 403, Avenue Jean Monnet 13170 Les Pennes-Mirabeau
- Code AIOT : 0006400602
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MANRIQUE exploite un centre de démontage / dépollution de véhicules hors d'usage.

Contexte de l'inspection :

- Inspection spécialisée produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Fluides frigo
- Fluides frigo/SAO/GESF

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux produits chimiques relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Remise au distributeur	Code de l'environnement, article R. 543-92	Demande d'action corrective	1 mois
5	Traçabilité des déchets – Trackdéchets	Code de l'environnement, article R. 541-45	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Attestation de capacité	Code de l'environnement, article R.543-99	Sans objet
3	Attestations d'aptitudes	Code de l'environnement, article R.543-106	Sans objet
4	Déclaration annuelle à l'organisme agréé	Code de l'environnement, article R. 543-100	Sans objet
6	Accès des travailleurs à l'information	Règlement européen du 18/12/2006, article 35	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte globalement la réglementation, mais il convient de récupérer également le fluide frigorigène R1234yf contenu dans les véhicules les plus récents.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remise au distributeur

Référence réglementaire : Code de l'environnement , article R. 543-92
Thème(s) : Actions nationales 2024, Fluides frigorigènes – remise aux distributeurs
Prescription contrôlée : Les opérateurs doivent : 1° Soit remettre aux distributeurs les fluides frigorigènes récupérés qui ne peuvent être réintroduits dans les équipements dont ils proviennent ou dont la réutilisation est interdite, ainsi que les emballages ayant contenu des fluides frigorigènes ; 2° Soit faire traiter sous leur responsabilité ces fluides et emballages.
Constats : L'exploitant dispose du matériel pour récupérer le fluide frigorigène des installations de climatisation des véhicules hors d'usage (VHU) lorsqu'il s'agit de R134a. Le fluide est stocké dans des bouteilles mises à disposition par la société qui les récupère. Les bouteilles vides et pleines sont stockées sur un rack à l'intérieur de l'entrepôt de manière satisfaisante. L'exploitant ne dispose pas du matériel nécessaire à la récupération du fluide frigorigène lorsqu'il s'agit de R1234yf.

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit équiper son atelier de dépollution du matériel nécessaire à la récupération du R1234yf et l'envoyer pour traitement ou élimination à une société dûment autorisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Délais : 1 mois

N° 2 : Attestation de capacité

Référence réglementaire : Code de l'environnement , article R.543-99
Thème(s) : Actions nationales 2024, Attestation de capacité
Prescription contrôlée : Les opérateurs mentionnés à l'article R. 543-76 doivent obtenir une attestation de capacité délivrée par un organisme agréé à cette fin dans les conditions prévues aux articles R. 543-108 à R. 543-112. Dans le cas où un opérateur possède plusieurs établissements, une attestation de capacité doit être obtenue pour chaque établissement. L'attestation de capacité est délivrée pour une durée maximale de cinq ans après vérification par l'organisme agréé que l'opérateur remplit les conditions de capacité professionnelle prévue à l'article R. 543-106 et possède les outillages appropriés. Elle précise les types d'équipements sur lesquels l'opérateur peut intervenir ainsi que les types d'activités qu'il peut exercer.
Constats : L'exploitant dispose de l'attestation de capacité requise en cours de validité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Attestations d'aptitudes

Référence réglementaire : Code de l'environnement , article R.543-106
Thème(s) : Actions nationales 2024, Attestations d'aptitudes
Prescription contrôlée : L'opérateur satisfait aux conditions de capacité professionnelle lorsque les personnes qui procèdent sous sa responsabilité aux opérations décrites à l'article R. 543-76 sont titulaires : 1° Soit d'une attestation d'aptitude, correspondant aux types d'activités exercées et aux types d'équipements utilisés, délivrée par un organisme certifié ; 2° Soit d'un certificat équivalant à l'attestation d'aptitude mentionnée au 1°, délivrée dans un Etat membre de l'Union européenne et correspondant aux types d'activités exercées et aux types d'équipements utilisés ;
Constats : L'exploitant confie la dépollution des véhicules, dont le retrait des fluides frigorigènes fluorés, à 4 salariés. L'exploitant a déclaré que seules 2 personnes effectuent la récupération de ces fluides. Ces deux personnes disposent de l'attestation d'aptitude de catégorie V.
Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat : Il serait pertinent que tous les salariés qui travaillent sur l'atelier de dépollution disposent de l'attestation de capacité de catégorie V.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Déclaration annuelle à l'organisme agréé

Référence réglementaire : Code de l'environnement , article R. 543-100
Thème(s) : Actions nationales 2024, Déclaration annuelle
Prescription contrôlée : Les opérateurs adressent chaque année à l'organisme qui leur a délivré l'attestation de capacité une déclaration se rapportant à l'année civile précédente et mentionnant, pour chaque fluide frigorigène, les quantités : 1° Acquises ; 2° Chargées ; 3° Récupérées ; 4° Cédées. Cette déclaration mentionne également l'état des stocks au 1er janvier et au 31 décembre de l'année civile précédente.
Constats : L'exploitant a effectué la déclaration annuelle 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Traçabilité des déchets – Trackdéchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 541-45
Thème(s) : Actions nationales 2024, Fluides frigorigènes – distributeurs
Prescription contrôlée : « I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. [...] Si, dans le mois suivant la date prévue pour la réception des déchets, l'émetteur n'a pas reçu la mise à jour du bordereau attestant leur prise en charge, il en avise les autorités compétentes ainsi que, le cas échéant, l'expéditeur initial des déchets en cause. L'ensemble des étapes d'émission et de mise à jour du bordereau électronique s'effectuent au moyen d'un télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Un récépissé de saisie est délivré au déclarant à chaque étape d'émission et de mise à jour. [...] Le récépissé de saisie est transmis par le déclarant à tout agent en charge du contrôle. »
Constats : L'exploitant utilise Trackdéchets. Les quantités envoyées en 2023 vers la société de régénération/recyclage tracées sur Trackdéchets et sur le logiciel métier de l'exploitant ont été comparées; ces quantités sont cohérentes. Un envoi de bouteilles contenant du R134a récupéré sur les VHU a été effectué fin novembre 2024. Deux BSDD semblent correspondre à cette opération : un comporte le numéro de 3

bouteilles et les quantités éliminées, et l'autre uniquement une bouteille. Ce dernier BSDD aurait été généré par le collecteur par erreur. Par ailleurs, le contenu d'une bouteille récupérée en juillet 2024 n'a pas pu être régénéré (il semble que les fluides récupérés sur certains VHU ne soient pas du R134a pur, suite à des recharges par des kits achetés sur internet) et est envoyé pour destruction. Trackdéchets ne fait cependant pas apparaître la destination finale du déchet.
<p>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant se rapproche de son collecteur et fait supprimer le BSDD qui ne correspond pas à l'opération réalisée.</p> <p>L'exploitant se rapproche de son collecteur et lui demande de rentrer le devenir du déchet de R134a non conforme sur Trackdéchets.</p> <p>Les documents justificatifs sont transmis à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Délais : 2 mois

N° 6 : Accès des travailleurs à l'information

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 35
Thème(s) : Produits chimiques, Accès des travailleurs aux informations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 35 (Accès des travailleurs aux informations) :</p> <p>Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 et portant sur les substances ou les mélanges que ces travailleurs utilisent ou auxquels ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p>
<p>Constats :</p> <p>La FDS du R134a est disponible dans les bureaux administratifs de l'exploitant. Ce dernier déclare qu'il est en train de déployer un outil permettant aux salariés d'accéder aux FDS sur leurs propres postes.</p>
<p>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit finaliser la mise à disposition des FDS aux salariés et les former à l'utilisation de l'outil retenu.</p>
Type de suites proposées : Sans suite